Les jeunes exigent un droit à la retraite et à l'avenir

Expression commune du 19 octobre 2010

Les organisations syndicales de salariés CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA et les organisations de jeunesse FIDL, UNEF, UNL se sont rencontrées le lundi 18 octobre dans le respect de l'indépendance, du rôle et des prérogatives de chacun. Elles ont convenu d'une expression commune sur le sens et l'ampleur de la mobilisation actuelle contre le projet de loi portant sur la réforme des retraites.

Notre pays vit un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle. Le projet gouvernemental de réforme des retraites rassemble désormais contre lui des millions de salariés, de demandeurs d'emploi, d'étudiants et de lycéens. La mobilisation de ces jeunes aux côtés des salariés témoigne du refus de cette réforme qui ne garantit pas leur droit à une retraite future.

Les jeunes générations ont très bien compris ce que sous-tend ce projet de réforme : un recul incessant de l'âge de départ en retraite, le recul des droits associés, l'absence de garanties assurant la pérennité du système par répartition. Le recul des bornes d'âge contribue à retarder l'entrée dans la vie active des jeunes.

Après avoir martelé que sa réforme visait à conforter le système de retraite pour les jeunes générations, le gouvernement leur dénie maintenant le droit de s'en mêler.

Ainsi pour le gouvernement, il serait raisonnable et courageux de faire des projections à quarante ans, mais il est complètement déplacé que les générations concernées s'en préoccupent.

Aujourd'hui avec les retraites, comme en matière de droit du travail, nous refusons que les jeunes servent d'alibi ou de variable d'ajustement, ce qui aboutirait à en faire une génération sacrifiée. Cette réforme les concerne au plus haut point comme les concerne l'ensemble des questions économiques et sociales.

À l'instar de nombre de salariés, les jeunes générations ont conscience que l'avenir doit et peut passer par une autre approche fondée notamment sur un autre partage des richesses reconnaissant le travail et les travailleurs et une autre politique de l'emploi. Est également envisageable une meilleure prise en compte des temps de formation et d'inactivité forcée dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite.

Cette mobilisation des jeunes aux côtés des salariés témoigne non seulement du refus de cette réforme qui hypothèque le droit à une retraite future pour les jeunes, mais également de l'inquiétude d'une génération qui, faute d'autres choix, risque de vivre moins bien que les générations précédentes.

Nous refusons que le gouvernement y réponde par le déni et la répression.

Les jeunes sont confrontés à un monde de plus en plus injuste, qui ne parvient pas à leur offrir des perspectives d'avenir et d'ascenseur social.

L'accès et la réussite de tous à l'éducation se heurtent à l'insuffisance des moyens et des choix politiques qui aujourd'hui les fragilisent. La situation de l'emploi et le chômage massif exercent une pression qui entraîne déqualification et précarité sur le marché du travail. L'emploi serait devenu un « luxe ». Droit à la formation, accès au logement, à l'autonomie, emploi des jeunes, statut social de la jeunesse en formation : ces questions doivent être remises au cœur d'une autre politique sociale des employeurs et du gouvernement.

Aux côtés des salariés et de leurs organisations syndicales, les lycéens et étudiants portent une part de rêve partagé pour renouer avec l'idée de progrès et de bonheur. Ils prennent leur avenir en main.

Paris, 19 octobre 2010 - Ne pas jeter sur la voie publique